

CILSS/Projet DIAGNOSTIC PERMANENT II  
ANIMATION LOCALE basée à BAMAKO

RAPPORT SEMESTRIEL  
MALI - MAURITANIE  
Novembre 1990 / Avril 1991

DIAPER/ALB/D02/R/1991

Avril 1991

## 1 - M A L I

### 1.1- RAPPEL DU PROGRAMME DIAPER ANNEE 3

Conformément à l'Avenant 3 signé entre le MALI et le CILSS en Mai 1990, le PROGRAMME de l'Année 3 porte sur les actions suivantes:

- l'organisation de l'Enquête Agricole de Conjoncture (EAC),
- la poursuite et la finalisation de l'Enquête Pilote-  
Consommation de Céréales en Milieu Rural,
- le suivi du troupeau,
- le suivi des marchés à bétail,
- le recensement du cheptel et
- l'appui à la coordination du programme.

Le budget prévisionnel de ce programme a été arrêté à 95.554.000 F CFA.

### 1.2- ETAT D'EXECUTION DU PROGRAMME

#### 1.2.1- SECTEUR CEREALE

##### 1.2.1.1 Enquête Agricole de Conjoncture (EAC)

\* De couverture nationale, l'EAC est exécutée conjointement par la Direction Nationale de l'Agriculture (DNA) et la Direction Nationale de la Statistique et de l'Informatique (DNSI). Cette enquête exclut cependant les domaines aménagés et supervisés par les Opérations de Développement Rural et les organismes parapublics. L'échantillon d'enquête a porté sur 450 sections d'énumération (502 dans la campagne précédente) et 2.250 exploitations agricoles.

\* La collecte s'effectue au cours de quatre passages: Juillet à mi-Septembre pour le premier; mi-Septembre à Octobre pour le second et à partir de mi-October et de Novembre pour le troisième et le quatrième passages, respectivement. Sur le plan de la collecte, le premier passage constitue la période la plus intense en activité et inclut la phase collecte de données relatives à la prévision des récoltes. L'EAC a, par ailleurs, incorporé dans son dispositif un volet Estimation des Stocks Paysans.

\* Sur le plan organisationnel l'enquête a nécessité 168 enquêteurs/contrôleurs dont 85 de la DNSI et 83(\*) de la DNA.

-----  
(\*) Initialement seulement 60 avaient été prévus

\* La supervision est assurée par un noyau central (DNA/DNSI/IER) et les différentes Directions Régionales de l'Agriculture et de la Statistique et de l'Informatique. Une participation quoique légère des opérations (OHU\* et ODIPAC\*) a été enregistrée dans cette campagne.

\* Au niveau de son déroulement, l'EAC n'a souffert d'aucune contrainte particulière dans la présente campagne. La disponibilité des fonds (avance consentie par l'ECA et la mise en place du budget par Bruxelles dès fin Août 1990) a permis de réaliser les activités conformément au calendrier prévisionnel.

\* Les résultats définitifs de la récolte issus du dispositif ont été obtenus suite à une deuxième mission CILSS/FAO, qui a eu lieu du 11 au 16 Mars 1991.

\* Au titre des problèmes recensés, on distingue:

- la période retenue pour la collecte des données relatives au module prévision des récoltes, qui pourrait ne pas correspondre à la "période supposée la plus optimale" quant à la physionomie réelle de la campagne (expression entière des paramètres agro-climatiques, phytosanitaires, hydrologiques, etc...),

- l'absence des structures du secteur moderne dans l'organisation et l'exécution de l'enquête. Ce qui implique des charges supplémentaires en moyens matériels ou engendre des improvisations de dernière minute

- la perception des résultats de l'enquête comme étant une sanction (positive ou négative) de l'organisation générale de la campagne agricole par les structures impliquées et non pas comme expression physique des conditions objectives et diverses et née de la dimension réelle de la campagne,

- la dégradation des équipements et du matériel en général par absence de renouvellement,

- la lenteur dans la remontée des informations recueillies et leur traitement et diffusion.

\* Des recommandations pertinentes pour améliorer l'EAC ont été formulées par la mission CILSS/FAO de Mars 1991(1). Parmi ces recommandations, il est souligné:

- l'apurement des fichiers doit se faire en collaboration avec la DNA et l'Agrométéorologie,

- la nécessité d'un passage spécifique pour la prévision vers le mois de Septembre.

-----  
\*OHU : Opération Haute Vallée.

\*ODIPAC: Opération de Développement Intégrée pour la Production Arachidière et Céréalière.

(1): Mission qui devrait actualiser les résultats de l'EAC

### 1.2.1.2 Enquête Pilote Consommation des Céréales en Milieu Rural

\* L'exécution de cette opération pilote n'enregistre aucun problème depuis son démarrage en Février 1990. Aucune contrainte particulière ne semble affecter son déroulement.

\* La troisième et dernière phase de la collecte a pris fin en Février 1991. La saisie des données a été faite pour celles issues du premier passage et se poursuit pour le second passage. L'apurement du fichier et l'examen de la méthodologie d'extrapolation des résultats ont été récemment demandés par la mission BRILLEAU de l'ECA.(2)

\* Les résultats de l'enquête prévus pour Juin 1991 sont attendus avec intérêt. Ils permettront de mieux apprécier les données de l'Enquête-Budget-Consommation (DNSI/PNUD) récemment examinées.

### 1.2.2- SECTEUR ELEVAGE

#### 1.2.2.1 Suivi des Marchés à Bétail

\* Dix-huit (18) marchés à bétail sont concernés par cette opération. Le suivi porte sur le mouvement des marchés, les abattages contrôlés, les prix (animaux sur pied, viandes, cuirs et peaux) et les exportations. Les informations recueillies sont traitées et publiées dans les bulletins hebdomadaires et dans les rapports de synthèse (qui sont de 10 pour l'année 1990 à Avril 1991). La radio et la télévision diffusent hebdomadairement les prix du bétail collectés au niveau des dits marchés.

\* Les préoccupations de ce programme restent l'élargissement du nombre de marchés à suivre et les caractéristiques des marchés des pays voisins qu'il serait opportun de connaître.

#### 1.2.2.2 Suivi du troupeau

\* L'enquête se poursuit dans les régions de Ségou et Sikasso et se déroule au niveau de 45 postes vétérinaires. Les caractéristiques recherchées sont de trois ordres: les conditions générales de l'élevage, les caractéristiques de la structure et celles zootechniques du troupeau.

\* Le problème majeur de cette opération réside dans la remontée des fiches d'enquêtes, et dans l'absence d'une couverture géographique plus large.

(2) Mission A. BRILLEAU du 9 au 11 Janvier 1991

\* Les deux premières fiches d'enquêtes ont fait l'objet de saisie; la dernière fiche était attendue pour fin Janvier. Le document final de l'enquête était prévu pour Mars 1991. Un retard d'exécution imputable aux remontées des questionnaires est observé.

### 1.2.2.3 Recensement du cheptel

\* L'exécution de ce programme a connu des retards compte tenu, certainement, de l'envergure et de la sensibilité de l'opération. La partie Malienne, qui avait chiffré le coût de l'opération à 105.997.300F CFA, a finalement accepté de réaliser l'enquête avec les moyens consentis par le CILSS/DIAPER tout en s'engageant à disponibiliser la logistique nécessaire. Des enquêtes tests ont été réalisées de Juillet à Décembre 1990 dans les différentes strates retenues pour l'enquête- "Cheptel transumant", "cheptel sédentaire rural", "cheptel urbain". Effectuées dans les régions de Mopti, Sikasso, Kayes et dans le district de Bamako, elles ont permis de:

- vérifier la méthodologie de collecte et les questionnaires,
- appréhender les difficultés potentielles et dégager les solutions,
- évaluer les moyens humains et matériels nécessaires.

Un rapport de synthèse élaboré en Décembre/Janvier fait état des résultats de ces enquêtes-tests. Le recensement se réalisera en deux phases. La première porte sur les régions de Mopti, Gao et Tombouctou, et a fait l'objet d'un planning détaillé des opérations.

La deuxième phase, correspond à la période Juillet 1991/Mars 1992, et concernera les régions de Ségou, Sikasso, Koulikoro, Kayes et le district de Bamako.

D'une manière générale les différentes clarifications apportées (volume du financement, obligations CILSS/DIAPER et Partie Malienne, tests méthodologiques et organisationnels, volonté affirmée des structures impliquées) ont permis l'exécution de l'enquête conformément au nouveau calendrier des opérations. En effet, l'opération a démarré dans les 5ème, 6ème et 7ème régions. Le lancement officiel de l'enquête a eu lieu le 18 Mars à Mopti, en présence du Gouverneur de la région, du représentant du Ministre de l'Environnement et de l'Elevage, du Directeur de l'OMBEVI et de l'animateur Local du DIAPER.

La formation s'est déroulée courant Mars dans les 3 régions; et d'une manière générale la sensibilisation a été bien faite.

Il reste qu'un appui technique régulier tout au long du déroulement de l'enquête doit être poursuivi par l'ECA Centrale.

### 1.3 BILAN INSTITUTIONNEL ET TECHNIQUE

#### 1.3.1 SUR LA COMPOSANTE NATIONALE DIAPER

\* L'opérationnalité de la Composante est jugée adéquate. L'homogénéité de l'équipe et la stabilité de certains de ces membres particulièrement du chef de file, ont été les atouts de poids, dans cet état de chose. Les concertations périodiques et régulières autour de toutes les questions liées au déroulement et à l'exécution de programme témoignent de l'intérêt et du sérieux portés au Projet DIAPER. Il a été récemment suggéré d'associer les représentants de l'Office des Produits Agricoles du Mali (OPAM/SIM) et ceux de la Direction de la Protection des Végétaux à la Composante.

#### 1.3.2 SUR LES STRUCTURES D'EXECUTION DU PROGRAMME

\* Les capacités d'intervention des unités d'exécution du programme semblent être fonction du niveau des moyens octroyés. Si le niveau conceptuel et technique n'est pas mis en cause par les structures clés du programme, la co-responsabilité s'efface très souvent au profit de l'entité structurelle pour des résultats jugés "sensibles"; ce qui permet de s'interroger sur le degré d'homogénéité atteint par le "groupe de structures".

\* Il est aussi que la supervision et le suivi intra-structures reste encore lâche, ce qui explique en partie des retards souvent constatés dans l'élaboration et le retour des documents administratifs ou techniques (fiches d'enquêtes, traitement et exploitation des résultats d'enquêtes, pièces comptables, etc.).

\* Par ailleurs l'hétérogénéité de l'expérience des structures laisse prévoir des actions soutenues d'appui technique et de formation.

#### 1.3.3 SUR LA COORDINATION DU PROGRAMME

\* Aucun signe apparent de relâchement de la Coordination n'est observé, malgré le volume du travail et la réorganisation de la structure Chef de File.

\* Au niveau de l'Enquête Agricole de Conjoncture qui restera une des actions les plus importantes du programme, les capacités de la DNA doivent être renforcées si l'on veut en faire le pivot futur de cette opération. La formation et le perfectionnement de l'équipe chargée de la Centrale (récemment transférée) sont à poursuivre.

\* Une coordination de l'enquête recensement du cheptel s'effectue à travers une équipe (DNE/DNSI/OMBEVI). Il conviendra de porter un effort particulier à son renforcement compte tenu de l'envergure de l'opération.

#### 1.3.4 SUR LES CAPACITES DE POURSUITE DU SYSTEME ORGANISATIONNEL

\* A ce niveau, les capacités de poursuite du système organisationnel resteront encore fortement fonction du niveau des moyens collectifs offerts au système (appui organisationnel, technique, matériel et financier du DIAPER) et ceux individuels (disponible technique et budgétaire de chacune des structures impliquées). Par ailleurs les limites de la réorganisation administrative en cours n'étant pas encore connues, l'impact de celle-ci reste à déterminer.

### 1.4 BILAN ADMINISTRATIF ET FINANCIER

#### 1.4.1- SUR LE PLAN ADMINISTRATIF

\* Le déroulement du programme n'a pas connu de contraintes majeures. L'on pourrait cependant reconnaître l'intérêt de poursuivre sur le plan organisationnel, le "décloisonnement administratif" des structures impliquées et particulièrement au niveau de celles qui réalisent des opérations conjointes. C'est certainement le cas DNA/DNSI pour l'Enquête Agricole de Conjoncture; DNSI/DNE/OMBEVI pour le recensement du cheptel. Dans bien des cas, une optimisation des moyens et des capacités de chacune des structures pourrait davantage augmenter la performance du système (particulièrement vrai pour les unités régionales impliquées: ce qui pourrait limiter ou éliminer les retards dans l'exécution des instructions et améliorer le suivi et le contrôle des actions).

\* Une grande inconnue reste cependant les conséquences de la réorganisation de l'administration sur les éléments structurels du programme (réduction, redéploiement, réorganisation des structures, etc...).

#### 1.4.2- SUR LE PLAN FINANCIER

##### 1.4.2.1 Mise en place du budget du programme

\* Contrairement aux années précédentes, la mise en place du budget n'a pas souffert de retard. Outre les avances consenties par l'ECA en Juillet, le budget a été mis en place intégralement par BRUXELLES dès fin Août 1990. Les différentes avances demandées par la Composante Nationale ont été honorées sans difficulté.

1.4.2.2- Etat d'exécution du budget et éléments de solde prévisionnel

Opérations	Maître d'oeuvre	Budget	Dépenses		Solde
			antérieures au 31/12/90	prévision. au 30/4/91	
EAC	DNA/DNSI	16.985.000	14.584.750	16.408.000	577.000*
Cons. céréales	DNSI	12.200.000	4.266.000	12.200.000	0
Suivi troupeau	DNE	3.688.000	3.200.000	3.688.000	0
Suivi marchés	OMBEVI	5.000.000	2.000.000	5.000.000	0
Recens. cheptel	DNSI/DNE OMBEVI	55.689.000+		28.245.000	27.444.000
Coordinat. IER	IER	2.000.000	1888.500	2.000.000	0
<b>TOTAL</b>		<b>95.562.000</b>	<b>24.949.250</b>	<b>67.541.000</b>	<b>28.021.000</b>

\*: Le budget de l'EAC est de 16.408.000 F; il s'agit d'un trop perçu à budgétiser comme solde de l'exercice.

+: Le budget de l'opération a été porté à 60.000.000 F, le complément est budgétisé en 4ème année (1991/92). L'exécution de l'opération est étalée sur deux ans.

### 1.4.2.3 Niveau des dépenses à justifier

\* La lenteur dans le retour des pièces comptables (pièces justificatives) continue d'être observée malgré les nombreux rappels.

Concernant l'exercice 1990/91\*, le niveau des justificatifs examinés par l'ALB portent sur 24.127.960 F CFA alors que le montant des avances (ECA-Délégation CCE) est de 57.118.507 F CFA.

#### Justificatifs reçus au niveau de l'ALB

Rubriques	!	Budget	!	Justificatifs	!
EAC+Stocks Paysans	!	16.985.000	!	10.759.584	!
Eng.Cons. Céréales	!	12.200.000	!	7.559.246	!
Suivi Marché Bétail	!	5.000.000	!	1.814.190	!
Suivi Continu Troupeau	!	3.680.000	!	404.500	!
Recensement Cheptel	!	55.689.000	!	2.767.430	!
Coordination IER	!	2.000.000	!	823.010	!
TOTAL	!	95.554.000	!	24.127.960	!

\*: A la date du 23 Février 1991

## 1.5- SUIVI ALIMENTAIRE

\* Le Système d'Alerte Précoce (SAP) élabore chaque mois un bulletin de suivi alimentaire, qui retrace la situation par indicateurs (campagne agricole, déprédateurs, élevage, marchés, migrations, habitudes alimentaires, santé-nutrition), apprécie la situation par région (toutes les régions sont concernées, sauf Sikasso et le District de Bamako) et recommande des actions pour les arrondissements qui ont ou qui risquent d'avoir des problèmes alimentaires et nutritionnels.

\* Selon le dernier bulletin (Février 1991), la situation alimentaire est jugée satisfaisante à bonne dans l'ensemble du pays malgré une mauvaise campagne agricole dans plusieurs localités des régions de Koulikoro, Ségou, Mopti, Tombouctou et de Gao.

On assiste à une dégradation des pâturages et des conditions d'abreuvement.

\* Le SAP suggère une distribution gratuite de vivres pour un certain nombre d'arrondissements dont:

- 2 arrondissements dans le cercle de Niafunké (Tombouctou) pour 6 mois à partir de Février,
- 36 arrondissements pour 3 mois à partir de Juillet dans les régions de Koulikoro, Mopti, Tombouctou et Gao.

Les distributions gratuites suggérées portent sur 12.000 tonnes de céréales.

## 1.6- PROGRAMME DE L'ANNEE 4

### 1.6.1 ACTION SUGGEREES

\* Les actions suggérées portent sur:

#### a) Secteur Céréales

- la poursuite et la consolidation de l'Enquête Agricole de Conjoncture. Cette enquête, qui s'exécute conjointement par la DNSI et la DNA, inclut dans son dispositif l'évaluation des stocks paysans. L'augmentation du nombre d'enquêteurs et la période à considérer pour la collecte au niveau de la culture de décrue ont été jugées indispensables par la DNA.

- une opération pilote destinée à évaluer les pertes céréalières
- un appui méthodologique pour évaluer le secteur maraîcher considéré comme essentiel dans la sécurité alimentaire.

#### b) Secteur élevage

- la poursuite du recensement du cheptel dont la phase II (recensement dans les régions de Sikasso, Ségou, Koulikoro, Kages et le district de Bamako) ne démarrera qu'en Juillet/Août 1991,
- la continuation du suivi des marchés à bétail,

- la poursuite du suivi du troupeau avec un accent nouveau sur un suivi pastoral et un suivi sanitaire.

c) Divers

\* le renouvellement partiel de l'équipement et une assistance au programme de l'Agrométéorologie.

\* la formation à poursuivre et particulièrement pour le personnel en charge de la centrale d'information (DNA).

\* Appui à la Coordination.

1.6.2 ACTIONS RETENUES PAR LA PROGRAMMATION (3)

Toutes les actions suggérées ont été retenues, sauf:

- l'appui méthodologique pour évaluer le secteur maraîcher
- la poursuite du suivi du troupeau.

La CN a également jugé utile une étude sur le bilan animalier à l'image du bilan qui se fait dans le secteur céréalier. La proposition est à étudier par l'ECA sous réserve d'une esquisse méthodologique à présenter par la DNE.

1.6.3 BUDGET PREVISIONNEL (3)

Opérations	Structures responsables	Budget prév. en 1.000 F	Observations
EAC	DNA/DNSI	23.500	
Pertes Céréales	DNSI	6.000	sous réserve
Recens. (complément)	DNSI/OMBEVI/DNE	3.400	acceptat. niv.rég.
Suivi Marché bétail	OMBEVI	4.000	
Coord./Appui C.Info.	IER	2.300	

(3): Il s'agit des actions retenues avec la mission de programmation qui s'est déroulée du 7 au 9 Février 1991.

## 2- MAURITANIE

### 2.1- RAPPEL DU PROGRAMME DE L'ANNEE 3

En Mauritanie, la 3ème année avait programmé les actions suivantes:

- le renforcement du système de collecte des statistiques à travers le programme Enquête-Suivi-Prévision-Estimation des Récoltes (ESPER),
- la mise en place d'un système d'information sur le marché céréalier par un suivi des prix sur les marchés,
- l'organisation de deux Enquêtes Pilotes: l'une sur les semences et la seconde sur les pertes céréalières.

### 2.2- ETAT D'EXECUTION DU PROGRAMME

#### 2.2.1 ENQUETE SUIVI-PREVISION-ESTIMATION DES RECOLTES (ESPER)

\* L'ESPER, qui s'exécute avec le Projet PNUD/FAO "Assistance pour la consolidation des statistiques agricoles", a couvert les typologies des cultures en Diéri, Bas-fonds et Walo. Un recensement des périmètres irrigués (publics et privés) a été effectué en collaboration avec la Société Nationale pour le Développement Rural (SONADER). Il permettra de fournir une base de sondage pour les actions de collecte permanentes de l'ESPER.

\* L'enquête a fourni les premiers résultats prévisionnels des récoltes en Octobre et ces résultats étaient nettement en dessous de ceux de la campagne précédente. Le deuxième résultat prévisionnel obtenu en fin Février 1991 estime la production à 75.000 tonnes.

\* En dehors des contraintes logistiques qui sont souvent évoquées (matériel de transport, inaccessibilité de certaines localités par le matériel existant), le déroulement de ce programme reste handicapé par l'absence d'un personnel(4) de niveau suffisant et d'expérience confirmée tant pour la conception des programmes que pour le traitement et l'exploitation des données collectées. A cet égard, le DIAPER devra examiner en profondeur la situation dans l'éventuel arrêt du projet PNUD/FAO qui fournit l'essentiel du personnel d'expertise.

#### 2.2.2 SUIVI DU MARCHE CEREAALIER

\* L'inexpérience de la structure pilote et le non suivi de la concertation initiale entre les différentes institutions impliquées dans cette action (Commissariat à la Sécurité

---

(4) Un personnel vient d'être affecté (1 ingénieur des travaux statistiques, 1 technicien)

Alimentaire (CSA), Office National des Statistiques, FEWS, Statistiques Agricoles) a été la cause du grand retard dans l'exécution de ce suivi.

\* L'enquête sur les prix agricoles vient d'être finalement lancée. Un premier passage dans certains marchés a été effectué et les premières fiches sont parvenues au centre. Il est à noter que la première opération porte sur une enquête pilote qui concerne les 18 marchés ruraux.

\* Selon le chef de file de cette enquête (Service des Statistiques Agricoles), la collecte des prix au niveau des marchés semi-urbains (confiée au CSA) et celle sur les marchés urbains (confiée à l'Office National de la Statistique) n'a pas encore démarré.

\* L'exécution de cette enquête, pour se poursuivre, devra établir et maintenir une coordination entre les différentes parties contractantes. Le CSA a l'intention de développer et de mettre en oeuvre avec l'assistance de la GTZ, un programme beaucoup plus structuré. Il est recommandé au chef de file d'examiner avec cet organisme, ainsi qu'avec l'Office National de la Statistique, l'organisation la plus optimale pour l'exécution de l'opération.

### 2.2.3 OPERATIONS PILOTES

Ces opérations ont porté sur deux enquêtes: l'une sur les semences et l'autre sur les pertes céréalières.

\* L'enquête semence a pu se dérouler normalement malgré l'absence de la mission d'expertise SOMEA qui avait été prévue pour sa mise en oeuvre méthodologique. Le traitement et l'exploitation des données de cette enquête restent cependant à réaliser(5).

\* L'enquête pilote perte n'a pas, quant à elle, été exécutée compte tenu de l'absence des opérations préalables qui devraient être faites par l'équipe SOMEA (6).

## 2.3- BILAN INSTITUTIONNEL ET TECHNIQUE

### 2.3.1 SUR LA COMPOSANTE NATIONALE

\* Les changements fréquents qui se sont manifestés au niveau des unités de la composante ont très souvent désorganisé cette dernière. Il s'en suit que l'effort important et soutenu fait par le DIAPER pour augmenter les performances se doit d'être poursuivi. L'exécution de l'ensemble du programme des enquêtes

---

(5) Une mission SOMEA et de l'ECA en Mars 1991 (Alain Brilleau) ont examiné les données de l'enquête et proposé le traitement en conséquence.

(6) La mission SOMEA n'a pas fourni les prestations qui étaient attendues.

par une seule structure (SSA) constitue par ailleurs une source peu motivante et partant explique le faible dynamisme manifesté par les autres éléments de la composante. Une rédéfinition des fonctions et du rôle de la composante et une implication physique de certaines unités de la CN dans l'exécution du programme seront de nature à susciter plus d'intérêt. Dans certains domaines (cas du système d'information sur le marché), cette ouverture est indispensable.

### 2.3.2 SUR LES STRUCTURES D'EXECUTION

En Mauritanie, l'ensemble du programme est exécuté par le SSA dont les capacités techniques et organisationnelles sont étroitement liées au personnel du Projet MAU/87/006 - "Consolidation des statistiques agricoles". L'absence d'un personnel suffisamment entraîné et la hiérarchie des priorités du Projet PNDU/FAO n'ont pas toujours aidé l'exécution des programmes. Une réorganisation du service vient d'être opérée de même que l'affectation nouvelle de deux cadres en statistique. Ceci ne manquera pas de jouer favorablement à l'amélioration qualitative des actions.

### 2.3.3 SUR LA COORDINATION

\* L'exécution de l'ensemble du programme se faisant par le SSA simplifie les problèmes de coordination. Il reste cependant qu'au niveau du suivi des marchés céréaliers, le problème reste entier. La définition des tâches entre le CSA, l'Office National des Statistiques, le SSA, n'a pas suffi à résoudre la question.

### 2.3.4 SUR LES CAPACITES DE POURSUITE DU SYSTEME ORGANISATIONNEL

\* Le renforcement du SSA aussi bien dans sa capacité de conception que d'exécution de ses programmes restera déterminant pour la poursuite du système. Les différentes discussions effectuées à ce sujet dans le cadre du Projet PNUD/FAO "Consolidation des statistiques agricoles" portent sur les préoccupations de ce renforcement. Les recommandations à ce niveau ont dégagé la nécessité de disponibiliser un personnel technique de haut niveau et la réintégration des différents personnels ayant effectué une formation ou un perfectionnement à l'extérieur.

\* Certains problèmes immédiats à résoudre, et qui permettraient le renforcement du programme DIAPER, doivent être axés sur la formation pour le traitement informatique des enquêtes.

## 2.4- BILAN ADMINISTRATIF ET FINANCIER

### 2.4.1 SUR LE PLAN ADMINISTRATIF

\* A ce niveau, le programme connaît très peu de problème compte tenu de sa gestion administrative, technique et financière effectuée par la même structure (SSA). Il reste cependant que l'implication d'autres projets (PNUD/FAO) dans le même programme d'enquête pose des questions de coordination administrative et financière à la même structure de gestion.

### 2.4.2 SUR LE PLAN FINANCIER

#### 2.4.2.1 Mise en place du budget

Contrairement aux exercices précédents, la mise en place du budget s'est faite dans le délai. Outre les éléments du solde de fin d'exercice qui ont permis de poursuivre les opérations, les envois de fonds par Bruxelles (766.956,94 FF) ont été effectifs au 4 Septembre 1990.

### 2.4.3 ETAT D'EXECUTION DU BUDGET ET ELEMENTS DE SOLDE PREVISIONNEL (7)

\* Les derniers décomptes obtenus auprès de la Délégation CCE font état d'un volume global des avances consenties à la CN d'un montant de 7.264.042 (UM). Le montant global des justificatifs apurés à la même date (Février 1991) était de 4.264.062 soit 58,7%. Le solde prévisionnel à cette date correspondait à 6.960.958 (solde des avances à justifier + solde reliquat budget). A la même période, le taux d'exécution s'élevait à 64,7%.

\* Les derniers éléments obtenus de la CN faisaient état d'un solde prévisionnel de fin d'exercice de 2.059.630 UM, non compris le solde des opérations pilotes. Il est à noter que pour ce dernier, seule l'opération semence a été exécutée et les informations portent sur les dépenses cumulées de 1.107.000 UM.

-----  
(7): Cette situation a certainement évolué depuis lors.

## 2.5- SUIVI ALIMENTAIRE

\* Les résultats prévisionnels de la récolte de Février 1991 (75.000 tonnes) accusent près de 30% de baisse par rapport à ceux de la production prévisionnelle d'Octobre (109.000 t). Ce qui devrait accentuer davantage le déficit et indique que la Mauritanie devra faire face cette année à un important déficit céréalier.

\* Selon le FEWS (Janvier 1991), près du 1/3 des producteurs de la vallée et certainement des zones Est sont exposés au risque de famine. Une aide alimentaire à ce groupe et à celui de la frange pauvre des villes pour près de 6 mois est indispensable. Les aides devraient arriver avant Mai 1991 pour éviter des catastrophes.

## 2.6- PROGRAMME DE 4ème ANNEE

### 2.6.1 ACTIONS SUGGEREES

\* Toutes les actions suggérées portent sur le secteur céréale et notamment la poursuite de l'ESPER et les enquêtes qui avaient fait l'objet d'un report. Un élément nouveau de l'ESPER concerne l'introduction des enquêtes au niveau des périmètres irrigués. Le programme est le suivant:

- enquête agricole dont estimation stocks paysans,
- opérations pilotes semences et pertes cérésières,
- suivi marché céréalier.

### 2.6.2 ACTIONS RETENUES PAR LA MISSION DE PROGRAMMATION\*

Toutes les actions suggérées ont été retenues, sauf l'opération pilote semences.

Par contre, ont été suggérés:

- le voyage d'études au Mali pour s'imprégner du déroulement d'enquêtes élevage (recensement cheptel, suivi marché à bétail),
- et un appui à la gestion de la centrale d'information.

-----  
\*: Activités et budget retenus avec la mission de programmation (du 12 - 17 Février 1991).

## 2.6.3 BUDGET PREVISIONNEL\* (en 1.000 F CFA)

Eléments	Structures responsables	Budget (1.000 F CFA)	Observations
Enquête Agricole et estimation stocks paysans	SSA	33.449,50	La DA pourrait être impliquée
Suivi marchés céréaliers	SSA	5.082	
Opérations pilotes * pertes céréales	SSA	5.250	
Voyage études Mali		770	
Coordination et gestion C. Info.		1.190	
TOTAL		49.819	

\*: Activités et budget retenus avec la mission de programmation (du 12 - 17 Février 1991).

### 3 ANIMATION LOCALE

#### 3.1 ACTIVITES DE L'ANIMATION

Au niveau des activités générales de l'Animation, la période écoulée a vu :

3.1.1 - Poursuivre et consolider les rapports de travail établis avec les différents partenaires locaux. L'ALB a participé régulièrement aux réunions du Système d'Alerte Précoce (SAP), du Système d'Information sur les Marchés (SIM) et celles de la Commission Nationale de Suivi de la Campagne de Commercialisation (MFC/OSRP)(8).

3.1.2 - Tenir avec la Composante Nationale du Mali et de la Mauritanie, des réunions de travail relatives au calendrier des missions de programmation annuelles et de l'état d'avancement des programmes en exécution.

3.1.3 - La mise en place effective, au Mali de l'organisation de l'Enquête Recensement du Cheptel National.

3.1.4 - Au titre des actions spécifiques, l'ALB a assisté au déroulement des missions suivantes :

\* Missions pour l'installation des centrales d'information du 19 au 30 Décembre 1990 au Mali et du 26 Novembre au 3 Décembre en Mauritanie.

\* Mission ECA (Alain BRILLEAU) relative à l'examen de l'Etat d'avancement de l'enquête Recensement du Cheptel, et du niveau de l'exploitation de l'Enquête Consommation des Céréales en Milieu Rural (du 9 au 13 Janvier 1991 au Mali).

\* Mission de Programmation de la 4ème Année DIAPER conduite par le Coordonnateur du Projet DIAPER (du 7 au 9 Février 1991 au Mali) et (du 13 au 17 Février 1991 en Mauritanie)

\* Mission conjointe CILSS/FAO relative à l'actualisation des résultats de l'Enquête Agricole au Mali (du 11 au 16 Mars 1991).

3.1.5 - Par ailleurs, l'animateur a effectué:

\* deux missions en Mauritanie dont l'une relative à la préparation de la mission de la Programmation, et la seconde à la programmation proprement dite en compagnie du Représentant de l'OSCE (Rapports en Annexe).

(8): Ministère des Finances et du Commerce (Office de Stabilisation et de Régularisation des Prix)

\* mission avec Monsieur Alain BRILLEAU de l'ECA et le Responsable de l'opération Recensement Cheptel au Mali, dans la région de Mopti afin de participer à la formation des enquêteurs et contrôleurs de cette enquête au niveau des régions de Mopti, Gao, et Tombouctou.

3.1.6- Finalement, l'Animateur a participé le 18 Mars 1991 à la cérémonie du lancement officiel du recensement du cheptel à HOREGUENDE (Mopti) en présence des Autorités politiques et administratives de la région, du représentant du Ministre de l'Environnement de l'Elevage et du Directeur Général de l'OMBEVI.

### 3.2 BUDGET DE L'ALB ET ETAT DE L'EXECUTION

3.2.1 - Le budget de l'ALB se chiffre à 31.850.000 F CFA. A la date du 28 Février 1991, les dépenses du personnel et de fonctionnement ont représenté 36% et 29%, respectivement; soit un taux d'exécution global de 65%. Les dépenses prévisionnelles des mois de Mars et Avril sont estimées à 8.015.058 F, un solde prévisionnel de fin d'exercice de 3.068.697 F sera dégagé.

\* Le taux d'exécution prévisible en fin d'exercice serait de 79% pour le poste personnel et de 1,07% pour celui du fonctionnement. Le taux global serait de 90%. La surconsommation budgétaire observée au fonctionnement découle de l'absence d'une provision correspondant à la charge réelle du poste 2.2.6 (location du bureau) et du poste 2.2.3 (téléphone, télex), sous-évalués à la prévision.

3.2.2- Etat d'exécution du budget et éléments de solde prévisionnel

Code Rubrique	Dépenses au 28/02/91	Budget	Solde	Dépenses projetées au 30 Avril 1991	Solde prévisible
				Nature	Montant
<b>II FONCTIONNEMENT</b>					
<b>2.1 Personnel</b>					
211 Animateur	7.600.000	11.400.000	3.800.000	Salaires	1.900.000
212 Indem. cadres (Assist.)	1.302.200	2.400.000	1.097.800	Salaires	325.550
				IGR+RET.	372.250
213 Secrét./Chauf./Gard.	1.901.408	4.080.000	2.178.592	Salaires	475.352
				IGR+RET.	112.740
214 Charges sociales	569.369	1.000.000	430.631	INPS	60.269
				Alloc. fam.	100.000
				R F scol.	100.000
				Médicaments	160.538
S/Total 2.1	11.372.977	18.880.000	7.507.023		3.606.699
<b>2.2 Fonctionnement</b>					
221 Carb./Entret./Assur.	1.123.287	1.600.000	476.713	Carb./Ent.	280.822
				Démarrneur	180.000
222 Fournit. bureau/Inf.	849.115	1.700.000	850.885	Pap. bur.	212.279
				Rép. photo	80.000
223 Téléx/Téléphone	781.195	1.500.000	718.805	Rech. tambour	350.000
				Fact. Déc/Fév	860.858
224 Missions	2.359.050	2.500.000	140.950	Fact. Mars/Av	450.000
225 Réunions coordinat.	751.350	1.500.000	748.650	Mission Mopti	120.000
				Assis. OMBEVI	255.000
				Mission Chauff	60.000
226 Cont. charges Locatives	2.700.000	2.400.000	(300.000)	Réunion Ouaga	350.000
227 Provision/Imprévus	558.671	1.500.000	941.329	Locat. Avril	300.000
				Tshirt OMBEVI	150.000
				Energie	160.000
				CM photocop.	600.000
S/Total 2.2	9.122.668	12.700.000	3.577.332		4.408.959
S/Total II	20.495.645	31.580.000	11.084.355		8.015.658
					3.068.697

3.2.3 - Suivi de la gestion des Composantes Nationales (CN)  
Si au niveau de la CN du Mali, l'examen des pièces justificatives par l'ALB est effective, avant de procéder à leur envoi définitif aux Autorités de la Délégation CCE, en Mauritanie cet examen se fait à posteriori. L'information recueillie régulièrement auprès de la CCE NOUAKCHOTT, permet toutefois de faire le suivi de la situation.

D'une manière générale, la présentation des justificatifs continue d'accuser des retards importants et particulièrement au niveau de la Composante du Mali.

### 3.3 PROGRAMME DE L'ALB EN 4ème ANNEE DIAPER

Comme pour la 3ème année, le programme de travail de l'ALB en 4ème année comportera:

3.3.1- Les activités régulières de gestion administrative et financière des programmes de l'ALB et le suivi administratif et financier des programmes directement exécutés par les Composantes Mali et Mauritanie;

\* Etant en dernière année du projet, un accent particulier sera mis à la confection des rapports et bilans finaux; ce qui exigera une intense collecte des pièces administratives et comptables en retard;

3.3.2- Le suivi et l'appui technique à apporter aux programmes exécutés par la CN Mali et Mauritanie;

3.3.3- La formation et le perfectionnement du personnel responsable de la gestion des centrales d'information et de l'exploitation des banques de données disponibles au niveau des pays;

3.3.4- Les initiatives et les opérations destinées à conforter les activités d'Animation et de Coordination en faveur des CN Mali et Mauritanie.

Dans ce contexte, les actions d'Animation porteront sur la réflexion stratégique pour la consolidation des acquis et les perspectives d'élargir le programme de collecte de l'information susceptible d'intéresser la politique alimentaire des pays considérés;

3.3.5- Le suivi de la situation alimentaire dans les deux pays;

3.3.6- Les appuis ponctuels et l'assistance directe à apporter aux différentes structures impliquées dans le processus de collecte, de traitement et de diffusion de l'information utile à la décision.

3.4- ACTIONS ET PROGRAMMATION EN 4ème ANNEE DIAPER II

ACTIONS	PROGRAMMES	PERIODES	OBSERVATION
1-Gestion et Administration ALB	.Opérations de gestion administrative et financière de l'ALB	Permanent	
	.Suivi gestion financière	Permanent	
	.Programmes exécutés par CN avec Délégation locale	Mai 91/Av. 92	
	.CCE		
	-Examen et contrôle justificatifs		
	-collecte pièces administratives et comptables		
	-Suivi et demande décaissement		
.Rapports financiers sur exécution budgétaire ALB et CN	Bimestriel		
.Rapports d'activités	Semestriel		
	Oct 91 et Avril 92		
.Rapport terminal (bilan et inventaires de fin de projet)	Avril 92		
.Organisation et appui aux missions et interventions extérieures (ECA + Divers)			Programmation missions avec Autorités et structures des pays concernés
2-Animation et Coordination	.Réunions CN Mali		Initiatives CN et Animation
	.Réunions CN Mauritanie	1/Bimestre	
	.Missions en Mauritanie	Tous les 2 mois	Juil/Nov/Août Janv./Mars/Mai
	.Préparation séminaires régionaux pour membres CN		
	-gestion information SA	Juin 91	
	-enq. Cons. Céréales	Sept 91	
	-études sur la commercialisation bétail		A déterminer par ECA

	!-gestion centrale info	!	!A déterminer
	! et traitement informat.	!	! par ECA
	!-bilan campagne agro-	!	!
	! pastorale 91/92 et	!	!
	! commercialisation 90/91	! Oct/Nov 91	!
	!-concertation régionale	! Mars 92	!
	!.Préparations voyage et	! Août/Sept 91	!
	! étude membres CN Mauri-	!	!
	! tanie pour enq. cheptel	!	!
	!. Concertation avec dona-	! Autant que	!
	! teurs et bailleurs fonds	! de besoin	!
	!. Assistance réunions	!	! participation
	! groupe de travail	!	! activités SAP/
	! (partenaires locaux)	!	! SIM/Comité
	!	!	! suivi aliment.
	!. Suivi charte alimentaire	!	!
3-Suivi et Appui technique Programmes CN	!. Animation Mali	!	!
	!. Assister au déroulement	!	!
	! opération recensement	!	!
	! cheptel	!	!
	!-lancement enquête	! Août/Oct 91	!
	! 2ème phase (Kayes-Ségou-	!	!
	! (Sikasso-Bamako)	!	!
	!-exploitation résultats	!	!
	! phase 1 (Mopti-Gao-Tbtou)	! Mai/Juin 91	!
	!. Organisation et déroule-	!	!
	! ment EAC	!	!
	!-réunion programme	! Juin 91	!
	!-contrôle-supervision	! Août/Sept 91	!
	!-mission prévision	! Oct 91	!
	! récoltes	!	!
	!. Formation personnel	!	! à concevoir
	! centrale informat. (DNA)	!	! avec DNA
	!. Collecte et actualisat.	!	!
	! données centrale info	!	!
	!. Elaboration bulletin	!	! Appui à la
	! suivi alimentaire	!	! structure à
	!	!	! désigner (DNA)
	!. Animation Mauritanie	!	!
	!. Suivi campagne agricole	! Juil/Oct 91	!
	! et déroulement ESPER	!	!
	!-programmation	!	!

	!-inventaire ressources et !moyens disponibles		
	!.Formation personnel !centrale et appui !collecte données	!Août 91.	!Assistante
	!.Séminaire (collecteurs/ !.décideurs)		!Période à !fixer par CN
	!.Prévision récoltes !(mission CILSS/FAO)	!Oct 91	
4-Appui ponctuel aux structures productrices infor- mation sur sécurité et politique alimentaire	!.Consolidation action !OSCE-Mali		!Poursuite
	!.Appui DNSI pour produc- !tion TELESTAT		
	!.Appui DNE !(bilan animalier)		
	!.Appui au Commissariat !Sécurité Aliment. (CSA) !pour mise en oeuvre SIM		
	!.Organisation atelier !collecteur/décideur en !RIM		!Date à déter- !miner par CN !Mauritanie
	!.Appui au Groupe de !Travail Pluri- !disciplinaire (GTP) pour !bulletin suivi de la !campagne	!Mai/Oct 91	
	!.DNA (bulletin suivi !alimentaire)		!Périodicité à !déterminer
	!.Séminaire décideurs/ !collecteurs (DNSI)		!Période à !fixer par DNSI
5-Suivi Alimentaire	!.Suivi du flux céréalier !(importaion/exportation), !Prix, Stocks, Aide		
	!.Elaboration bilan !céréalier (Mali-RIM)	!Nov 91/ !Mars 92	
	!.Prévisionnel et ex post		



\ Année \	1 9 9 1								1 9 9 2				
	Activités \ Mois	Mai	Juin	Juil	Août	Sept	Oct	Nov	Déc	Jan	Fév	Mars	Avril
<u>MAURITANIE</u>													
*Programmation (ESPER)	-												
*Suivi camp. agric.			-		-			-		-		-	
*Inventaire res- sources et moyens disponibilisés par DIAPER			-										
*Formation personnel				-									
*Séminaire/ décideurs/collect.								-					
*Prév. récoltes							-						
<u>Appuis ponctuels aux structures productrices d'information</u>	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
<u>Suivi alimentaire</u>													
*Suivi flux céréaliier													
*bilan prév. et ex-post céréaliier								-				-	

PROGRAMME DE MISSION DE L'ANIMATION LOCALE  
DIAPER II BASEE A BAMAKO

PERIODES	MALI		PAYS		MAURITANIE
	objet/ /décade		objet /décade		
MAI	*1		1		*Préparation activités et organisation suivi de la CN.
JUIN					
JUILLET	*Evaluation 9 organisation EAC (région Sud)	1	3		*Inventaire moyens et évaluation dispositif intérieur (équipes-matériels)
AOUT	*Suivi EAC régions centre Nord/Est	3	2		*Suivi-Campagne-Formation Personnel Centrale
SEPTEMBRE					
OCTOBRE	*Suivi EAC (région Ouest) et recensement cheptel	1	2		*Séminaire CN (Décideurs/Collecteurs)
NOVEMBRE			1		*Evaluation bilan prévisionnel campagne
DECEMBRE	*1 *Suivi recensement cheptel	1			
JANVIER.	*1		3		*Evaluation Campagne- Mise à jour actions finales projet - Perspectives, poursuite action (réunion donateurs)
FEVRIER	9 *Inventaire moyens Récupération justificatifs	1			
MARS	9		1		*Inventaire final matériels moyens disponibles par projet. Point de la situation administrative financière et technique. Eléments de continuation du projet.
AVRIL	*2				

CILSS/Projet DIAGNOSTIC PERMANENT II  
ANIMATION LOCALE basée à BAMAKO

RAPPORT SEMESTRIEL  
MALI - MAURITANIE  
Novembre 1990 / Avril 1991

DIAPER/ALB/D02/R/1991

Avril 1991

- S O M M A I R E -

1- M A L I

1.1- Rappel du programme de l'année 3

1.2- Etat d'exécution du programme

1.2.1 Secteur Céréales

\* Enquête Agricole de Conjoncture (ECA)

\* Enquête Pilote Consommation Céréales en Milieu Rural

1.2.2 Secteur Elevage

\* Suivi des Marchés à bétail

\* Suivi de Troupeau

\* Recensement Cheptel

1.3- Bilan institutionnel et technique

\* Sur la Composante Nationale

\* Sur les structures d'exécution

\* Sur la Coordination

\* Sur les capacités de poursuite du système organisationnel

1.4- Bilan administratif et financier

\* Sur le plan administratif

\* Sur le plan financier

\* Mise en place du budget

\* Etat d'exécution du budget et éléments de solde prévisionnel

\* Niveau des dépenses à justifier

1.5- Situation alimentaire

1.6- Programme de l'année 4

\* Actions suggérées

- Secteur Céréales

- Secteur Elevage

- Divers

\* Actions retenues

\* Budget prévisionnel du programme

2- M A U R I T A N I E

2.1- Rappel du programme

2.2- Etat d'exécution du programme

\* Enquête Suivi/Prévision Estimation Récoltes (ESPER)

\* Suivi Marché Céréaliier

\* Opérations Pilotes

- 2.3- Bilan institutionnel et technique
  - \* Sur la Composante Nationale
  - \* Sur les structures d'exécution
  - \* Sur la Coordination
  - \* Sur les capacités de poursuite du système organisationnel
  
- 2.4- Bilan administratif et financier
  - \* Sur le plan administratif
  - \* Sur le plan financier
  - \* Mise en place du budget
  - \* Etat d'exécution du budget et éléments de solde prévisionnel
  - \* Niveau des dépenses à justifier
  
- 2.5- Situation alimentaire
  
- 2.6- Programme de l'année 4
  - \* Actions suggérées
  - \* Actions retenues
  - \* Budget prévisionnel du programme

### 3- ANIMATION LOCALE - BAMAKO

- 3.1- Activités de l'Animation
  
- 3.2- Budget de l'ALB
  - \* Etat d'exécution du budget et éléments de solde prévisionnel
  - \* Suivi de la gestion de la CN
  
- 3.3- Programme de l'ALB en 4ème année
  
- 3.4- Actions et programmation
  
- 3.5- Calendrier prévisionnel activités ALB
  
- 3.6- Tableau récapitulatif du programme Mali et Mauritanie à suivre par l'ALB

### 4- ANNEXES

- 4.1- Rapports de missions effectuées durant le semestre
  - \* Rencontre Bissau - Novembre 1990
  - \* Mission RIM - Novembre 1990
  - \* Mission RIM - Février 1991
  - \* Mission Mopti (MALI) - Mars 1991
  - \* Lancement Enquête Cheptel (Mopti) - Mars 1991
  
- 4.2- Résultats définitifs Enquête Agricole MALI - Mars 1991

3.6- TABLEAU RECAPITULATIFPROGRAMME CN MALI et MAURITANIE  
SUIVI PAR ALB

Opérations	Pays et coûts (1000 CFA)	
	MALI	MAURITANIE
*Enquête Agricole (Prévision Estimation Récolte et stock)	23.500	37.527
*Suivi Marché céréalier		5.082
*Suivi Marché à bétail	4.000	
*Recensement cheptel	60.000(*)	
*Coordination et Gestion Centrale information	2.300	315
*Séminaire Collecteur/décideur		875
*Voyage Etude pour Expérience Enquêtes Elevage		770
<u>Opérations Pilotes</u>		
* Perte Céréales	6.000	5.250
* Bilan Animalier	4.000(+)	
* Commercialisation Bétail	PM	PM
Total	99.800	49.859

(\*)- Opération se déroulant sur deux ans 1990/91 et 1991/92.

(+) - Estimé par l'ECA

4- ANNEXES

#### 4.1- RAPPORTS DE MISSIONS EFFECTUEES DURANT LE SEMESTRE

##### 4.1.1- RAPPORT DE MISSION EFFECTUEE DU 8 AU 15 NOVEMBRE 1990 A BISSAU

###### 1- Objet de la Mission

La mission effectuée du 8 au 15 Novembre 1990 à Bissau avait pour objet de participer à la réunion annuelle du CILSS/DIAPER-Etats membres portant sur les bilans de la campagne agro-pastorale 1990/1991 et de la campagne de commercialisation 1989/1990 et sur les perspectives alimentaires de 1990/1991. En marge de cette rencontre, devait également se tenir le 14 Novembre, une réunion de l'Equipe de Coordination et d'Appui (ECA) DIAPER.

###### 2- Etat de présence

Les délégations des 9 pays membres du CILSS ont participé à la réunion. Ont pris également part aux Travaux, les représentants de certains projets du Système CILSS, la CCE, la Coopération Italienne, l'OMS.

###### 3- Déroulement des Travaux

Après le discours d'ouverture du Ministre du Développement Rural et de l'Agriculture de la Guinée-Bissau, et de celui d'orientation des travaux par le Coordonnateur du DIAPER, la réunion a désigné les membres de son bureau qui comprenait les représentants de Guinée-Bissau, Burkina Faso et du Tchad, respectivement, président, vice-président et rapporteur. La réunion a ensuite procédé à l'examen et aux débats des points de l'ordre du jour suivant:

- 1)- Bilan de la campagne agro-pastorale 1990/91
- 2)- Evaluation de la campagne de commercialisation 1989/90: Présentation et analyse des bilans Ex-post 1989/90
- 3)- Evaluation de la campagne de commercialisation 1989/90: Bilan de la campagne de commercialisation et analyse des politiques alimentaires mises en oeuvre.
- 4)- Perspectives Alimentaires 1990-1991.
- 5)- Etat d'amélioration de l'information pour le suivi de la Situation Alimentaire dans les pays du CILSS.

Le point 5 de l'ordre de jour a consisté en des contacts bilatéraux entre les délégations des pays. La réunion de l'Equipe de Coordination et d'Appui, élargie aux animateurs Locaux, s'est tenue le 14 Novembre.

Une séance de travail qui a regroupé le Chef de file de la Composante Nationale de Mauritanie (Mr Zeïne OULD Sidi Mohamed, chef de service des Statistiques Agricoles), le Coordonnateur du DIAPER (Mr BA Ibrahima) et l'Animateur Local MALI/MAURITANIE a été également tenue

#### 4- Résultats des travaux

4-1 Les résultats de la réunion CILSS/DIAPER-Etats membres sont consignés dans le compte rendu des travaux adopté par la rencontre. Entre autres Eléments essentiels des résultats des travaux: il a été reconnu une baisse significative de la production totale des pays du CILSS par rapport à la campagne précédente et un déficit important contrairement aux deux dernières campagnes.

Des recommandations ont été adoptées. Elles portent sur la valorisation des estimations de production issues des dispositifs d'enquête, et des méthodologies statistiques reconnues comme valables; l'adoption par les Etats des mêmes taux de transformation permettant d'aboutir à la production disponible (15% pour les céréales traditionnelles et 45% pour le riz); la généralisation de l'enquête Stocks/Paysans. Il a été également demandé aux Etats et aux Animateurs Locaux DIAPER, de suivre la mise en oeuvre de différentes recommandations élaborées au cours de ces réunions.

4-2 S'agissant de la réunion de coordination ECA/Animations Locales DIAPER, elle a porté sur:

- le point des activités du semestre écoulé (Mai/Octobre 1990),
- les perspectives immédiates en matières d'actions et celles à moyen terme relatives au DIAPER futur,
- et des points divers: Charte Alimentaire; inventaire sur les échanges; coordination avec autres projets et instructions générales données aux Animations Locales.

Sur la situation des activités déroulées durant le semestre écoulé, l'ECA Centrale et les différents Animateurs Locaux ont tour à tour présenté le point de la situation.

Au niveau des Animations Locales, les contraintes et problèmes les plus souvent évoqués se rapportent à l'insuffisance du matériel de précision et à ceux de la logistique, au déficit en quantité et en qualité des personnes cadres de l'enquête, et à la faiblesse de l'automatisation des opérations (dépouillement-exploitation) des résultats.

La concentration excessive du Programme des enquêtes au niveau d'une structure unique (cas de la Mauritanie) a été également jugée comme élément limitant.

L'ECA a fait part, dans le court terme, de certaines échéances dont il faudra tenir compte pour les différents calendriers de travaux à élaborer; il s'agit:

- des réunions du Comité Technique, et celle sur la concertation régionale prévue vers la fin Mars 1990.

- de la réunion de coordination CILSS/CEE pour Avril (8-13 Avril 1990).

- et de la mission de Programmation dans les Etats tentativement fixée (7/12 au 31 Janvier 1990).

Pour cette mission il a été demandé aux animateurs locaux de la préparer minutieusement avec les Composantes Nationales (le bilan d'activités, le rapport de perspective, le bilan financier prévisionnel de fin d'exercice, les Programmes de visites doivent être élaborés avant l'arrivée de la mission).

En matière de perspectives à moyen terme, les animateurs se doivent de réfléchir avec les Composantes Nationales sur les axes d'un DIAPER III. (Il avait été demandé aux animateurs de préparer un document dans ce sens).

Concernant les points inscrits aux divers, l'ECA a informé de l'inventaire sur les échanges, sollicité par le Club du Sahel et qui doit se réaliser avec la participation du CILSS/DIAPER; du suivi administratif du projet monitoring par les animateurs DIAPER dans les pays où se déroule ce projet (MALI, NIGER, BURKINA-FASO, SENEGAL).

Au niveau des instructions faites aux animateurs, l'ECA a insisté sur l'attention particulière qui doit être apportée à la mise en place et à la gestion de la centrale d'information en installation dans les Etats.

A cet effet, l'identification et la désignation de la structure responsable de même que le personnel de gestion et de suivi de la centrale doivent être soigneusement organisés.

4-3 Par ailleurs, la séance de travail qui a regroupé l'Animation Locale basée à Bamako, le Chef de file de la Composante Nationale de Mauritanie (le Chef de Service des Statistiques Agricoles- Zeïni Ould Sidi Mohamed), et le Coordonnateur DIAPER, a retenu les éléments suivants:

- sur l'utilisation du montant des imprévus budgétisés dans l'enquête agricole (800.000 UM) sollicitée par la Mauritanie pour aider à payer la location des bureaux du Service des Statistiques Agricoles, une lettre motivée des Autorités (Ministre du Développement Rural) doit en faire la demande aux Autorités du CILSS. Une réponse serait faite après examen de la dite requête. Sur la réduction du nombre de contrôleurs/enquêteurs initialement prévus dans l'enquête Suivi du Marché Céréalière, il a été précisé que ce nombre ne doit pas être en dessous de 4; ce qui permettrait de couvrir quatre régions correspondant aux zones d'implantation des marchés ruraux qui sont retenus pour l'enquête. Il a été par ailleurs suggéré au Chef de file Mauritanien d'impliquer étroitement dans le dispositif d'enquête

les différentes structures intéressées (Commissariat à l'aide alimentaire, Office National des Statistiques, Famine Early Warning System). Le point de la situation est cependant à faire avec les différents partenaires et ébaucher ainsi un nouveau programme de travail.

Enfin, il a été précisé au Chef de file le terme du mandat de la mission chargée de mettre en place les centrales de données et de la formation du personnel en conséquence. Il lui a été demandé d'identifier les besoins globaux de formation dans ce domaine pour une programmation éventuelle en la matière.

4.1.2- RAPPORT DE MISSION EFFECTUEE  
DU 22 AU 29 NOVEMBRE 1990 EN MAURITANIE  
-----

1- Objectif de la mission

La mission effectuée du 22 au 29 Novembre 1990 avait pour cadre la préparation de la mission de programmation de Janvier 1991 et s'enquérir du déroulement du programme régulier DIAPER et particulièrement de l'Enquête Prix-Agricoles.

2- Déroulement des travaux

La mission a consisté à des entretiens avec le chef de file et les membres de la Composante Nationale. Une visite a été rendue à la Délégation de la CCE et aux Représentants de Famine Early Warning System (FEWS).

3- Résultats

3-1 Avec le chef de file, les éléments intervenants dans la programmation 1991/92 ont été passés en revue. Il s'agissait comme le soulignait la lettre de l'Animation d'apprêter pour la mission les rapports sur les bilans des activités, l'exécution budgétaire, le bilan financier prévisionnel, un projet de programme comportant une prévision budgétaire et un calendrier de visite de la mission avec indication des différentes structures à rencontrer. Il a été fortement recommandé au chef de file d'apprêter ces divers documents pour fin Décembre et tenir une réunion avec la Composante Nationale d'une part, informer les structures impliquées et d'autre part organiser collectivement la visite.

L'information a été également portée au CONACILSS à qui il a été demandé en collaboration avec le Chef de File d'inventorier les structures nationales et les partenaires extérieurs susceptibles d'être visités par la mission.

\*Un examen de l'état d'avancement du programme a révélé la mise en route imminente de l'Enquête Prix-Agricole. Le document méthodologique a été finalisé et la mission de formation et de mise en place de l'enquête était en préparatif de départ pour l'intérieur du pays.

Il faut rappeler que le dispositif est conçu pour suivre 18 marchés ruraux dans la phase de l'enquête pilote en cours, et 30 marchés pour la phase permanente.

Les 18 marchés de l'enquête pilote se situent dans les Wilaya (régions) de Hodh El Charghui, Hodh El Gharbi, Assaba, Guidimakha, Gorgol, Brakhna et Trarza. Ils se répartissent entre la zone dite céréalo-centrale (Hodh El Charghui, Assaba, Gorgol, Brakhna) et celle de la zone céréalo-frontière (Hodh El Charghui, Hodh El Gharbi, Guidimakha, Gorgol, Brakhna et Trarza).

Selon le chef de Service des Statistiques Agricoles (SSA), le dispositif retenu par la programmation initiale sera maintenu.

Une réunion pour la mise à jour de l'information et qui regrouperait les structures antérieurement identifiées pour la conduite de l'enquête (CSA, FEWS, SSA et l'Office National des Statistiques) a été suggérée au Chef de File.

3.2- L'Animateur, qui a rencontré sur place la Consultante chargée de l'installation de la Centrale de donnée et de la formation du personnel pour la gestion et le suivi de cette centrale, a demandé de nommer officiellement ce personnel. Le recours à l'Assistante de l'Animation Locale basée à Bamako pour parfaire la formation de ce personnel a été également suggéré. Il a été également demandé au Chef de Service des Statistiques d'informer officiellement l'ECA de OUAGADOUGOU du non fonctionnement du micro-ordinateur en place et de procéder à sa remise en état.

3.3- Avec le FEWS, il a été procédé à un échange de points de vue sur la perspective des récoltes. Il ressort des discussions et selon le FEWS que ces dernières devront être bien au dessous des premières estimations. Ceci concernerait particulièrement la décrue du fleuve et du Gorgol où les superficies sont négligeables contrairement aux indications du mois d'Octobre.

Dans le secteur irrigué, le rendement en riz au niveau des périmètres privés du Trarza et de la plaine du M'Pourrié sont jugés très en dessous de ceux projetés.

D'une manière générale, la situation alimentaire devrait être préoccupante au niveau des groupes vulnérables.

3.4- Les entretiens avec VON BIELER de la Délégation CCE ont permis de faire le point de la situation du programme local DIAPER. Un rapport semestriel de l'Animateur a été remis à la Délégation à cet effet. Une des grandes préoccupations soulevées a été la régularité et la périodicité de l'information que devrait améliorer la structure - Chef de File de la Composante Nationale, vis à vis de la Délégation. Il a été suggéré à l'Animateur basé à Bamako de porter des efforts soutenus et réguliers en direction de la Composante de Mauritanie et de susciter une rencontre de cette même Composante avec les Partenaires extérieurs impliqués.

Un examen critique quant à la l'articulation du programme DIAPER avec le projet "Consolidation des Statistiques Agricoles" du PNUD/FAO a été souhaité. Il s'agirait de sérier les problèmes de nature à éviter les contraintes dans l'exécution de certaines opérations pilotes.

Enfin, l'Animateur a été informé des suggestions faites par la Délégation au SSA pour améliorer la présentation des résultats de l'enquête ESPER (Evaluation-Suivi et Prévision des récoltes) et du reversement à l'ECA de OUAGADOUGOU de 14.000.000 de F CFA depuis le 26 Septembre 1990, comme le demandait Bruxelles.

STRUCTURES RENCONTREES :

- \* Cabinet du Ministre du Développement Rural (Secrétariat Général)
- \* Service des Statistiques Agricoles (SSA)
- \* USAID/Famine Early Warning System (FEWS)
- \* Direction Agriculture
- \* Délégation CCE.

4.1.3- RAPPORT DE MISSION EFFECTUEE  
DU 10 AU 17 FEVRIER 1991 EN MAURITANIE

1- Objet de la mission

La mission effectuée en Mauritanie, avec la participation de Monsieur RAMPNOUX qui représentait l'OSCE, avait pour objet de faire le bilan des activités de la 3ème année et d'effectuer avec la Composante Nationale la programmation des actions de l'année 4 (1991/92) du projet. Les perspectives d'une phase III de DIAPER ont été également évoquées avec les différents structures et partenaires impliqués.

2- Déroulement de la mission

La mission s'est déroulée à Nouakchott. Elle a consisté en des séances de travail avec la Composante Nationale, les différentes structures impliquées et notamment: le Service des Statistiques Agricoles, l'Agriculture, l'Elevage, l'Office National des Statistiques, le Commissariat à la Sécurité Alimentaire. Des visites ont été effectuées auprès des Représentants du PNUD et de la FAO. Une synthèse des travaux de la mission a été présentée au Délégué de la CCE et au Secrétaire Général du Ministère du Développement Rural.

3- Résultats des actions

3.1- Bilan des activités

\* Le bilan général des activités réalisées dans l'année 3 a été présenté par le Responsable du Service des Statistiques Agricoles (Chef de file de la Composante Nationale) au cours de deux réunions de la Composante Nationale tenues à cet effet. Ce bilan a porté sur l'exécution de l'Enquête Suivi-Estimation-Prévision des Récoltes (ESPER), le Suivi du Marché Céréaliier, les Opérations Pilotes (Semences et Pertes Céréalières).

Au titre de l'ESPER, il a été informé des résultats des récoltes de mois d'Octobre entérinés par la mission conjointe CILSS/FAO de la même période et du second résultat des prévisions de Février 1991. Le dernier estime la production inférieure à plus de 30% (-31%) de celle prévisionnelle d'Octobre.

L'écart observé entre les deux résultats fait poser de nombreuses interrogations sur la "fiabilité" du dispositif en place et notamment l'organisation de la collecte, son exécution sur le terrain, la période des passages retenus pour les premières collectes et partant la faisabilité réelle d'une prévision en Octobre compte tenu de la particularité du système de production en place.

La particularité de l'Année 3 aura été pour le cas particulier de l'ESPER, d'avoir introduit le secteur irrigué dans le champ d'investigation de l'enquête. Un recensement des périmètres publics et privés effectué par le SSA en collaboration avec la

Société Nationale pour le Développement Rural (SONADER) permet d'obtenir une base de sondage pour le dispositif de collecte à venir

\* Sur le Suivi du Marché Céréaliier, la mise en place de l'enquête pilote qui porte sur 18 marchés ruraux n'a été effectuée qu'en Janvier 1991.

Si à l'origine, cette action se devait d'être réalisée conjointement par le SSA, le CSA et l'ONS, seul le volet (marchés ruraux) confié au SSA est en phase d'exécution. Le problème de coordination de cette enquête reste entier et les volets à réaliser par chacune des parties impliquées sont à préciser.

\* Au niveau des opérations pilotes, seule l'enquête semence a été exécutée. La saisie, le traitement et l'exploitation des fiches d'observations attendent une expertise extérieure pour être réalisés.

\* L'opération pilote perte céréalière n'a pas été exécutée, faute du travail de base qui n'a pas été finalisé par le groupe SOMEA. Il est également à noter que l'évaluation stocks paysans, pour cause "d'incompréhension", n'a pas eu lieu.

### 3.2- Actions retenues pour l'année 4 (1991/92)

Au terme d'une réunion de la Composante Nationale élargie aux Représentants de certains donateurs (PNUD, CCE) et à celui du Cabinet du Ministère du Développement Rural, le programme retenu pour l'année 4 porte sur les actions suivantes:

#### 1) Au titre des enquêtes permanentes

- Appui à l'ESPER qui insère à partir de la campagne 1991/92 le secteur irrigué dans son investigation. A cet effet, l'ouverture d'un bureau du SSA en zone irriguée (Rosso) et deux bureaux pour la zone centrale des barrages (Tagant) et celle des OASIS (Adrar) a été confirmée;
- Evaluation des stocks paysans (qui s'intègre dans le dispositif de l'ESPER);
- Le suivi du marché céréaliier et notamment les marchés ruraux.

#### 2) Au niveau des opérations pilotes

- Enquête pertes céréalières: cette opération reste cependant liée aux dispositions finales qu'arrêtera l'ECA de Ouagadougou.

#### 3) Au niveau des appuis divers

- Appui à l'organisation, à la collecte et à la mise à jour de la centrale d'information;
- Appui à l'organisation d'un voyage d'études au Mali de certains responsables du SSA et de l'Elevage pour s'imprégner de l'expérience malienne en matière de recensement du cheptel et du suivi des marchés à bétail.

\* Le budget programme des opérations est en annexe. Il est estimé à 14.244.060 UM soit 45.948.581 F CFA.

\* Au cours des deux réunions tenues avec la Composante et notamment la seconde où un large débat s'est instauré sur l'opportunité de certaines opérations, si la nécessité et l'importance de l'information statistique particulièrement en matière de prévisions des récoltes ont été retenues comme indispensables, il demeure que les écarts souvent constatés entre les résultats, le caractère "périlleux" d'une prévision des récoltes à partir d'Octobre compte tenu de la spécificité des systèmes de production qui prévalent, ont été identifiés comme éléments qu'il convient de mieux appréhender pour asseoir une crédibilité plus certaine des dispositifs en place.

A cet égard, la réactualisation du dernier recensement agricole a été suggérée comme mesure susceptible d'améliorer le système, de même que l'examen de la période retenue pour la collecte des données servant à la prévision des récoltes du mois d'Octobre, serait souhaitable; et dans ce contexte, les périodes choisies pour le déroulement des missions CILSS/FAO pour l'évaluation de la campagne agricole doivent être réexaminées.

De l'avis des participants, des réunions plus fréquentes de la Composante et des concertations plus régulières entre les différents partenaires du SSA doivent être instituées comme règles permanentes.

Des différents visites et entretiens effectués par la mission, il ressort que les informations statistiques d'une manière générale et celles qui portent sur la prévision des récoltes, le bilan céréalier, le suivi des marchés, sont considérées comme devenant de plus en plus indispensables. Et dans ce cadre, les Autorités Mauritanienne et les partenaires impliqués ont exprimé leur volonté de poursuivre leur action et leur assistance aux programmes élaborés en conséquence.

Les représentants du PNUD et la FAO ont fait état des perspectives positives pour la mise en place d'une phase III du projet "Consolidation des statistiques agricoles". Le Commissariat à la Sécurité Alimentaire estime que ces actions restent des plus éligibles pour le programme de soutien par le fonds de contrepartie. La Délégation Locale de la CCE a fait de nombreuses suggestions pour l'amélioration des résultats de l'ESPER (rapidité de l'information, présentation et commentaire des résultats). Ces suggestions ont été portées à la connaissance du SSA par une correspondance de la CCE.

Des orientations précises quant au programme futur de même qu'un budget programme pluriannuel sont demandés par la Délégation Locale CCE. Celle-ci estime par ailleurs que l'utilisation de ses fonds de contrepartie pour assister le programme à mettre en oeuvre est envisageable.

-----  
1.000 F CFA = 310 UM

Sur les perspectives d'un DIAPER III, les Autorités Mauritanienne estiment nécessaires et souhaitables la mise en place d'une telle phase. Elles indiquent que les nouvelles dispositions budgétaires prises en faveur du SSA (ouverture de 3 nouveaux bureaux, recrutement de personnel, fonctionnement et équipement) quoique modestes, attestent de sa volonté de développer davantage ce secteur et de participer plus activement à son financement et ce, d'autant plus que les ambitions sont également de diversifier le programme en y impliquant le secteur de l'Elevage et les productions agricoles autres que les céréales.

### STRUCTURES ET ORGANISMES RENCONTRES

#### Ministère du Développement Rural (MDR)

- \* Secrétaire Général MDR
- \* Direction Agriculture
- \* Direction Elevage
- \* Service des Statistiques Agricoles

#### Ministère du Plan

- \* Office National des Statistiques

#### PNUD

- \* Représentant du PNUD

#### FAO

- \* Représentant de la FAO

#### Délégation CCE

- \* Délégué CCE
- \* Conseiller Agricole

4.1.4- COMPTE RENDU DE MISSION EFFECTUEE  
A MOPTI (MALI) DU 8 AU 10 MARS 1991

1- Objet de la mission

La mission effectuée du 8 au 10 Mars 1991 à Mopti avait pour objet de s'enquérir de l'état d'avancement des préparatifs de la phase I de l'enquête Recensement du Cheptel et de suivre une séance de formation organisée à l'intention des enquêteurs et contrôleurs de la région de Mopti.

La mission comprenait également Monsieur A. BRILLEAU de l'ECA.

2- Déroulement de la mission

\* La mission a assisté le 9 au matin à une séance de formation (objectif, méthodologie, organisation de l'enquête, remplissage des questionnaires) qui a regroupé 11 contrôleurs, 44 enquêteurs et 17 suppléants et visité une zone de concentration en compagnie du Coordonnateur National de l'enquête (Abou DOUMBIA de l'OMBEVI) à Dialloubé. Le 10 au matin la mission a assisté à une séance pratique de formation des enquêteurs et procédé à une réunion de synthèse avec le chargé de mission, le superviseur régional et le coordonnateur national de l'enquête.

Dans le village de Dialloubé, la mission a rencontré les Autorités de la région de Mopti (Directeur de Cabinet du Gouverneur, Commandant de cercle de Mopti et Autorités politiques locales) venues présider la cérémonie de "Digual" (lacher du bétail dans les bourgoutières) auxquelles elle a rendu une visite de courtoisie.

3- Résultats

\* D'une manière générale, les préparatifs de l'opération sont jugés assez avancés et l'organisation des activités assez bien maîtrisée par l'équipe régionale.

\* La sensibilisation, qui a été faite à tous les niveaux (personnel, Autorités, éleveurs), peut augurer au bon démarrage de l'enquête.

\* La mission a tenu toutefois à rappeler à l'équipe de supervision régionale la nécessité de maîtriser l'organisation tout au long des phases actives de l'opération (suivi et contrôle des enquêteurs, planification rigoureuse des approvisionnements en carburant et matériels divers de l'enquête, gestion rigoureuse des moyens de l'opération, identification des itinéraires des équipes).

A cet égard, les consignes données ont été d'éviter des déplacements inutiles, coucher dans les villages ou zone de concentration pour être à même de réaliser tôt le matin (6 à 9h) et tard dans l'après midi les opérations de comptage. Les itinéraires fixés des équipes aideraient à l'efficacité du dispositif.

Un programme régulier de visite par l'Animation et un Expert de l'ECA est suggéré pour suivre l'opération dans les 3 régions de Mopti, Tombouctou et Gao.

La mission a regagné Bamako le 10 Mars 1991.

4.1.5- COMPTE RENDU DE MISSION EFFECTUEE  
A MOPTI (MALI) DU 17 AU 19 MARS 1991  
-----

1- Objet

La mission du 17 au 19 Mars 1991 à Mopti (Mali) avait pour objet la participation de l'Animateur au lancement officiel de l'opération de recensement du cheptel dans les régions de Mopti, Tombouctou et Gao. Ont participé à cette mission du côté de l'Administration Centrale Malienne: le Dr Alassane TOURE Conseiller Technique du Ministre de l'Environnement et de l'Elevage et M. Modibo SANGARE, Directeur Général de l'OMBEVI.

2- Déroulement de la mission

La cérémonie officielle s'est tenue à HOROGUENDE (Mopti) sous la présidence des Autorités Administratives et Politiques de la région de Mopti et des populations du village de HOROGUENDE.

\* Trois allocutions (du Gouverneur, Animateur Local DIAPER et du Représentant du Ministre de l'Environnement et de l'Elevage) ont été entendues.

\* Le Gouverneur a souhaité la bien venue et s'est félicité du choix de Mopti pour abriter la cérémonie de lancement officiel. Il a exhorté la population à coopérer avec les services officiels responsables de l'enquête pour en faire une opération réussie. Il a par ailleurs assuré la détermination de sa région de soutenir efficacement l'exécution de l'enquête.

\* L'Animateur DIAPER s'est félicité du démarrage officiel de cette enquête et a remercié, au nom des Autorités du CILSS et du Coordonnateur Régional du DIAPER, les responsables et la population de Mopti, de l'accent qui a été apporté pour la réussite de cette opération. Après son rappel de l'importance de l'Elevage dans le paysage sahélien, l'intérêt et l'appui tout particulier que lui accorde le CILSS en général et le projet DIAPER en particulier, l'Animateur a insisté sur l'enjeu des résultats de l'enquête - conçu également pour servir d'exemple méthodologique aux pays du CILSS à Elevage similaire.

\* L'ouverture officielle de l'enquête a ensuite été déclarée par le Représentant du Ministre de l'Elevage et de l'Environnement qui a eu également à remercier le CILSS et le FED pour avoir permis de réaliser l'opération et inviter les différentes structures impliquées à s'investir totalement pour une exécution parfaite de l'enquête.

\* Les différentes phases de la cérémonie se sont déroulées avec les enquêteurs, contrôleurs, superviseur et le chargé de mission de la région de Mopti.

\* La mission qu'accompagnaient le Directeur de l'Opération de Développement de l'Elevage de Mopti (ODEM) et le Coordonnateur National de l'enquête a effectué au préalable une visite de courtoisie au Gouverneur de la région.

La mission a regagné Bamako Le 19 Mars 1991.

4.2- Enquête Agricole de Conjoncture 1990/91  
 Production céréalière  
 Résultats définitifs\*

## MALI

Région	Mil	Sorgho	Riz	Maïs	Fonio	TOTAL
Kayes	4620	42691	531	16011	24	63877
Koulikoro	76964	131398	6964	31660	-	246986
Sikasso	134831	185802	13225	136607	5517	475982
Ségou	322102	149084	153534	11475	12572	648767
Mopti	183882	16081	56272	826	3655	260716
Tombouctou	13404	4799	38592	-	-	56795
Gao	1204	1578	11911	-	-	14693
TOTAL	737007	531433	281029	196579	21768	1767816

\*: Résultats finalisés avec la mission CILSS/FAO du 11 au 16 Mars 1991.